

Le regard de la honte

8 h du matin, par moins 4 j'arrive au Prado (accueil d'urgence pour les sans abris à Nevers) "faire ma BA" d'aide aux personnes en difficultés quand dans l'accueil un couple d'Africains avec trois enfants sont recroquevillés dans un coin, je n'ai vu que le regard du plus jeune (5-6 ans) qui exprimait un tel désespoir, que j'ai eu honte ! Cette famille (demandeuse d'asile) a certes passé sa nuit au chaud. Mais dans quelles conditions ? Assis sur des chaises ou couchés par terre. Mais comment en est on arrivé là ?

Le Prado vient d'agrandir et de rénover ses locaux pour un accueil hivernal de 29 places.

« J'ai dormi dans des cartons. J'avais le choix entre mourir dans la rue ou reprendre ma vie en main » dit un SDF.

L'équipe a compris qu'il faut donner du chaud, du bon, du beau aux exclus de notre société pour se reconstruire, "pour reprendre leur vie en main" Les professionnels ont obtenu un bel outil pour venir en aide à cette population désespérée.

Cet hiver est révélateur de l'accroissement de la pauvreté, les différends établissements d'accueil de la Nièvre manquent de places. Le plan grand froid décrété par la Préfecture impose au 115 de faire « une mise à l'abri » des sans abris.

La mise à l'abri est une expression sibylline, vous attendez dehors jusqu'à 22h 30, vous couchez par terre dans la salle d'accueil, le lendemain vous devez repartir dans le froid à 8 heures ce qui explique que j'ai trouvé cette famille africaine couchée sur le pavé.....excusez moi, sur le carrelage. Où sont les droits de l'enfant (dont on fait grand bruit) dans ces conditions ?

L'ironie du sort est que la Préfecture impose par grand froid aux accueils d'urgence d'héberger les personnes qui en font la demande **sans donner les moyens de le faire** correctement. 2012 se voulait l'année du changement, c'est l'année de l'explosion de la misère !

Les pouvoirs publics ont la possibilité d'ouvrir rapidement les appartements HLM de libres (qui sont chauffés pour rien) et nous faisons appel aux organisations caritatives qui équiperont à minima les logements. Il suffit d'avoir la volonté et le courage politique pour **trouver rapidement des solutions d'urgence** pour les personnes à la rue.

En France, et dans l'Union européenne il n'y a pas de plan de lutte contre la pauvreté, les associations, les personnels, les bénévoles luttent pour assurer une survie avec des moyens financiers en constante diminution.

L'extrême pauvreté, l'exclusion sociale constituent une violation de la dignité humaine et une atteinte aux droits de l'homme.

Les politiques actuelles, le désengagement de l'Etat fabriquent le raz de marée de la pauvreté, alors mobilisons-nous pour obtenir rapidement des solutions d'urgence pour l'accueil des personnes en difficultés sachant que c'est le plein emploi, la hausse du SMIC qui sont les vraies armes anti pauvreté.

René Ségurel

A retenir sur vos agendas

Formation militante le samedi 6 avril au matin (9 à 12 h 30) à la Fédération du PCF

Le thème : « comment comprendre, comment faire reculer l'influence de l'extrême droite ? » avec **Alain Hayot, dirigeant national du PCF, auteur de « combattre le Front national de Marine Le Pen » aux Cahiers du LEM.**

Un moment d'échanges et de formation ouvert aux militants du PCF, aux partenaires du Front de Gauche, et aux sympathisants.

Pour des raisons d'intendance, inscriptions obligatoires dès que possible avec le coupon ci-dessous.

Amis lecteurs, nombre d'entre nous sont confrontés au quotidien à la progression des idées d'extrême droite.

Exprimez de manière consciente ou non, elles reviennent dans de nombreuses discussions. Comment, concrètement, faire face à cette situation ? Quelles clés utilisées dans la discussion, pour faire reculer les idées de division, et pour tisser à nouveau des liens de solidarité entre toutes celles et ceux que le système capitaliste met en concurrence ? Ces quelques heures d'échanges avec Alain Hayot sont faites pour vous y aider. Inscrivez-vous !

Formation du 6 avril

Nom, prénom :

Tel :

Mail :

A retourner à PCF, 10 rue de la Rotonde 58000 Nevers
avant le 20 mars. Merci

"le savez-vous ?" :

1 :

c'est le nombre d'inspecteur de la répression des fraudes dans le département de l'Aude, où est située l'entreprise Spanghero mise en cause dans l'affaire des Lasagnes à la viande de Cheval

440 000 :

c'est, en euros, la partie du salaire que le PDG de Renault, Carlos Ghosn, propose de différer à 2016 "en échange" de l'adoption de son plan de casse sociale. En attendant, il touchera la part fixe de son salaire (2.23 millions d'€), sans compter sa rémunération en tant que PDG de Nissan (10 millions €)

N° 1741 du 01 mars 2013 - Tel 03 86 93 97 99 - Fax 03 86 61 31 91
Mail : les.nouvelles.nievre@wanadoo.fr - Prix 0.70€

Dispensé de timbrage VARENNES-VAUZELLES PPDC

Assemblée citoyenne à Clamecy,
1er mars, 18 h ancienne poste
Page 2

Formation à Dijon le 13 mars
Elus, syndicalistes, salariés :
comment agir ensemble pour maintenir
et développer l'emploi industriel ?
Page 2

Garchizy, 8 mars journée internationale
des femmes
Page 4

Les Nouvelles
de la Nièvre

Hebdo départemental du PCF
10 rue de la Rotonde - 58000 NEVERS

Le site des communistes nivernais : <http://nievre.pcf.fr>



Déposé 27-02-2013

Ensemble contre l'accord MEDEF

Le 5 mars, à l'appel de la CGT, FO, la FSU et Solidaires, les salariés se mobilisent pour refuser cette régression sociale. Le Front de gauche appelle à soutenir massivement cette initiative et à participer massivement aux manifestations qui auront lieu.

à Nevers, 15h, Bourse du travail
voir page 4



L'écolo-capitalisme-bio reste du capitalisme, dont le but est le profit

Devant l'émotion créée dans toute l'Europe et au-delà par la découverte de fraudes sur la viande, Ministres et commissaires européens multiplient les déclarations.

Le Président F. Hollande vient de promettre de défendre l'idée d'un étiquetage d'origine au niveau européen. Une Europe qui y est opposée et qui remet en circulation les « farines animales ». Mais pourquoi attendre ? André Chassaigne député communiste et les députés Front de Gauche viennent de déposer à l'Assemblée nationale un projet de loi visant à imposer immédiatement la mention d'origine des aliments.

Ce serait un premier pas positif, mais pas suffisant. Aussi ce projet de loi propose également qu'un rapport sur la mise en œuvre de cette obligation soit remis au Parlement avant fin juin 2013. Et surtout que des moyens conséquents soient apportés aux contrôles, services vétérinaires et agents de la répression des fraudes. Ils ont perdu des centaines d'emplois ces dernières années.

Selon la CGT, 40 départements n'ont pas de personnels pour effectuer des contrôles efficaces.

Au nom de la réduction des déficits publics, la RGPP ou MAP (« régression générale des politiques publiques ») se poursuit.

Le Ministre Hamon concerné propose : « un renforcement des auto-contrôles par les industriels ». Est-ce que ceux qui trichent, vont se contrôler eux-mêmes ?

On ne sait quoi dire ? Ou plutôt on se dit que face aux capitalistes et autres libéraux qui n'hésitent pas à se cacher derrière les étiquettes bio-écolo-vert... pour leurs profits, les citoyens doivent intervenir, dire leur mot. Ils peuvent compter sur les militants et élus communistes et du Front de Gauche.

Avez-vous entendu comme moi, ces jours derniers, qu'aux Etats-Unis près de la moitié des poissons ne correspondent pas à l'étiquette avec laquelle ils sont vendus. Et en Allemagne une grande partie des œufs-bio sont en fait des œufs de poules en batterie...

Décidément avons-nous le choix. Il faudra bien mettre fin à cette domination du capital. Commençons par en finir avec les intermédiaires financiers inutiles dans l'agriculture. Travaillons à orienter la politique agricole européenne vers des productions relocalisées et un développement équilibré de nos territoires. Dans son budget, la France pourrait aller sans attendre dans cette voie.

Claude Picq

Clamecy :



1er mars salle ancienne poste 18 heures Clamecy

Les militants du PCF et du Front de Gauche de Clamecy organisent une assemblée citoyenne et invitent la population, les militant(e)s associatifs, syndicalistes, membres ou non d'un parti politique à venir débattre de la situation sociale actuelle, des rythmes scolaires, ou de la santé..... pour cela ils distribuent un tract en voici quelques extraits : «*Vous souvenez-vous les élections présidentielles ? Nos débats du Front de gauche, nos réunions....et au final, la gauche victorieuse. Vous êtes 4 millions d'électeurs du FdG à avoir contribué à l'élection de François Hollande...Est-ce suffisant ? Evidemment non ! (...) Le Front de Gauche n'accepte pas. Ces politiques ne sont pas seulement injustes, elles ne marchent pas ! Ensemble agissons pour montrer que l'alternative à l'austérité c'est possible. Une grande campagne est lancée dans toute la France par les 9 composantes du Front de Gauche pour faire connaître nos propositions... »*

Rassemblons-nous à nouveau !

**Vendredi 1er mars, 18 h
salle ancienne poste
Clamecy**



Elus, syndicalistes, salariés : comment agir ensemble pour maintenir et développer l'emploi industriel ?

**Formation Cidefe, le mercredi 13 mars
à Dijon de 9 h à 17 h**

Conseil régional de Bourgogne
17 boulevard de la Trémouille, 21000 Dijon

Identifier comment les élus, avec les syndicalistes et les salariés, peuvent agir de la commune au parlement européen, en faveur du maintien du tissu productif et la « réindustrialisation » des territoires est l'objectif principal de cette formation.

Le secteur industriel emploie aujourd'hui moins de 25 % de la population active française contre près de 40 % au début des années 1970. En 40 ans, plus de 2,5 millions d'emplois industriels ont été ainsi supprimés certains en raison des gains de productivité engendrés par le progrès technique, beaucoup suite à des délocalisations.

Dans la Nièvre, plus de 3000 emplois industriels ont été supprimés depuis 2008, pour autant notre département doit-il se résigner à devenir un musée « à ciel ouvert » misant uniquement sur le secteur des services et l'économie résidentielle ?

On notera la participation de :

- Patrick Blin, conseiller régional de Bourgogne
- Gabriel Colletis, professeur d'économie à l'université de Toulouse 1, auteur de « l'urgence industrielle »
- Claude Martin, délégué syndical CGT Lucy (groupe E.ON)
- Bernard Dubresson élu municipal de la Nièvre, et syndicaliste
- Des élus et syndicalistes sont en cours de sollicitations

Cette formation est ouverte aux élus communistes et républicains de toutes les collectivités.

Cependant comme toutes les formations du Cidefe, **les militants qui ne sont pas élus et souhaitent s'y inscrire sont les bienvenus.**

Pour les élus, inscription directe auprès de l'ADECOR 10 rue de la rotonde 58000 Nevers

Pour les militants par mail auprès de : ajacques@cr-bourgogne.fr

Un covoiturage est prévu.

Bulletin d'inscription

Session suivie..... Date

Nom Prénom

Mandat exercé par l'élu (e)

Autre public, fonction exercée

Adresse personnelle

..... e-mail

Adresse de la collectivité, du syndicat ou de l'association à facturer :

.....

.....

Bénéficiaire d'une convention OUI NON

Prix payé

Cachet de la collectivité
du syndicat ou de l'association

Bonne santé ? Oui si on s'en mêle

« 1 500 morts recensés » en cinq ans par manque de soins, dans un hôpital anglais, évoquons-nous ici même la semaine dernière. En cause d'abord la politique d'austérité...

En France et dans la Nièvre sommes-nous à l'abri ? Avec la loi Bachelot qui est toujours à l'œuvre malgré le changement de Président et de majorité on peut légitimement s'inquiéter. Et voilà que ceux qui attendaient un vrai changement vont encore déchanter, si l'on en croit le cri de colère de la Fédération hospitalière de France (FHF) au nom des hôpitaux publics du pays.

Son président tire la sonnette d'alarme. Depuis 2008 l'emploi a diminué de 50 000 postes dans les hôpitaux publics, les services de proximité ont été cassés, augmentant l'insécurité et les risques pour les patients, et au moins 2,7 milliards d'économies ont été réalisés au détriment des personnels et des malades.

Cela ne suffit pas à M. Hollande et sa ministre Mme Touraine.

« 20 000 emplois sont menacés pour 2013 et 15 000 pour 2014 » !

En cause, « une hausse des charges prévisibles pour les hôpitaux de 3,5 % à laquelle s'ajoute la décision d'une baisse de 1,7 % des tarifs que verse la Sécurité sociale pour chaque acte dans l'établissement ». C'est donc plus de 5 % en moins pour les budgets.

Les établissements privés eux ne connaîtront « qu'une baisse de 0,5 % de leurs tarifs ». Ils bénéficient aussi de « 500 millions de crédit d'impôt » du pacte dit « de compétitivité ». Pendant que l'hôpital public continuera de payer à l'Etat une taxe sur les salaires, (que ne versent plus les entreprises privées).

Quant à la Nièvre « tout va bien ». Si l'on en croit le "Journal du Centre" qui offrait deux pages dernièrement au Directeur de l'hôpital de Nevers et au Président du Conseil de surveillance, optimistes au possible.

Pas un mot sur les plus de 70 % d'actes chirurgicaux effectués dans le privé, (sans oublier les dépassements) ; la disparition des mammographies publiques... Rien sur l'indispensable maternité de Decize... Et sur l'éloignement des Nivernais des urgences...

Rappelons que faire cotiser les revenus financiers comme les salariés financeraient largement la Sécu.

Et le Front de Gauche dans sa campagne contre l'austérité propose de créer dès cette année 70 000 emplois dans la fonction publique dont la santé, d'augmenter le nombre d'étudiants médecins, infirmiers... Pour répondre aux besoins, améliorer et développer les services publics de santé...

V. Vauzelles :

**non à une nouvelle
et grave amputation des ressources !**

Lors du Conseil Municipal du 21 février, Pascal Reuillard a fait adopter un texte contre une nouvelle diminution des ressources de la commune. « Le gouvernement vient d'annoncer au Comité des finances locales une baisse des dotations aux collectivités locales sans précédent et sans la moindre concertation préalable. C'est ainsi que les concours de l'Etat aux collectivités locales baisseraient de 1,5 milliard en 2014 par rapport à 2013 et subiraient une nouvelle baisse en 2015, de 1,5 milliard d'euros supplémentaires. En réalité, le hold-up du gouvernement atteindrait 4,5 milliards pour les collectivités entre 2013 et 2015 dans la mesure où la baisse de 2015 sera calculée sur une enveloppe déjà amputée de 1,5 milliard en 2014.

L'Etat a ainsi décidé de faire supporter aux communes, aux départements et aux régions une part des cadeaux qu'il a décidé de consentir aux entreprises concernant « le crédit d'impôt compétitivité emploi » dont le coût s'élève à 20 milliards d'euros. » *Les élus locaux de toutes tendances sont en colère.*

« A cette baisse des dotations, il faut ajouter, pour un total de 2 milliards d'euros en 2014, l'impact des charges supplémentaires mises sur le compte des collectivités, que ce soit la réforme des rythmes scolaires, la hausse des cotisations des employeurs ou les normes en tous genres. En prenant en compte le poids de ces charges ainsi que l'inflation, les ressources des collectivités vont être impactées pour une somme comprise entre 6,5 et 7 milliards d'euros entre 2013 et 2015, estime l'Association des Maires de France. A cela il faudra encore ajouter la hausse des taux de TVA à compter du 1^{er} janvier 2014.

Des mesures qui mettraient en cause l'avenir des collectivités locales et porteraient un nouveau coup à l'activité et l'emploi. Comment accepter que de nouveaux cadeaux soient consentis aux entreprises alors que tous les plans précédents de même nature ne se sont jamais traduits par des créations d'emploi ? (...) De telles orientations sont suicidaires pour notre pays.

Le Conseil Municipal s'élève contre ce projet, demande son abandon immédiat et souhaite qu'une réelle concertation s'engage enfin sur la pérennité des financements apportés aux collectivités locales. »

Attribution des subventions pour 2013

Lors du Conseil, Monsieur Morize, Conseiller Municipal, souligne l'attachement « à la vie associative, culturelle et sportive de la ville qui, avec plus de 80 associations, représente l'une des grandes richesses de la commune mais également un acquis incontournable pour nombre de jeunes et de familles.

Il faut dire que le tissu associatif participe activement au vivre ensemble à Varennes-Vauzelles. Cela est dû bien sûr à la diversité des équipements mis à disposition, à la coopération avec le Comité d'Entreprise et la SNCF mais aussi et avant tout au travail considérable des nombreux dirigeants et bénévoles. A ce titre, l'ASAV Omnisports y tient une place prépondérante depuis plus de 92 ans et constitue un atout majeur pour le développement et la défense du sport pour tous dans la localité. »

Il cite encore « la convention de partenariat et d'insertion par le sport votée en 2009 et élaborée avec l'ASAV Omnisports, le Centre Communal d'Action Sociale et le Secours Populaire qui a permis l'an passé à 16 enfants dont les familles rencontrent des difficultés de pratiquer un sport sur la commune par l'aide au paiement des licences.

Parallèlement, pour soutenir les clubs, quatre minibus sont mis à leur disposition pour leurs déplacements les week-ends. (économie de 37.000 € pour près de 78.000 km, plus 30% sur un an.)

Mais le soutien de la ville se manifeste aussi par la réalisation et l'entretien de nombreux équipements collectifs. 2012 aura vu la rénovation du gymnase Maurice Baquet par la mise en conformité des vestiaires et la création d'un sas d'entrée qui auront coûté 981.770 €, dont 82,75 % à la charge de la ville.

Cette année, Varennes-Vauzelles va également de nouveau accueillir une étape importante du Tour du Nivernais-Morvan. (...)

La Municipalité a décidé, malgré les constantes diminutions de ressources subies, de maintenir à leur niveau, pour la 4^{ème} année consécutive, le montant des subventions aux associations, ce qui représente plus de 160.000 €,

Enfin, les charges de fonctionnement des salles mises à disposition gratuitement au tissu local, culturel, sportif et de loisirs ainsi que les différentes aides lors des manifestations par le prêt de matériel ou les dotations diverses représentent presque 600.000 €. »

Parmi les nombreux dossiers adoptés le budget de la Commune, sur lequel nous reviendrons la semaine prochaine.

C. P.

Le 5 mars ensemble dans l'action

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires appellent les salariés à participer largement à la journée d'action unitaire le 5 mars. Elles affirment leur opposition à l'accord dit de « sécurisation de l'emploi » du 11 janvier. Dans un tract la CGT dénonce ce nouveau « modèle économique social » imposé par le patronat : « L'accord permettrait de licencier les salariés refusant de voir leur salaire baisser et leur temps de travail modifié. Les accords de mobilité interne autoriseraient l'employeur à licencier le salarié pour motif personnel, si celui-ci refuse d'aller travailler loin de chez lui, là où le patronat le décide. Le licenciement deviendrait une simple formalité pour les employeurs avec moins de possibilité de recours pour le salarié. L'information et l'intervention des représentants des salariés seraient enfermés dans des délais tellement courts que leur efficacité est menacée... ».

Cet accord refusé par deux des trois grandes confédérations syndicales représentatives organise un recul des droits individuels et collectifs des salariés au bénéfice des employeurs. Pourtant d'autres choix sont possibles, la CGT a fait des propositions, qui n'ont pas été entendues, lors des négociations : « **droit de veto suspensif des représentants du personnel sur les plans de licenciement. Loi contre les licenciements boursiers et pour la reprise des sites rentables, en cas de menace de fermeture. la sécurité sociale professionnelle avec des droits attachés à la personne transférables d'une entreprise à une autre pour tous les salariés. La taxation des tous les CDD et des contrats d'intérim, à hauteur de ce qu'ils coûtent à l'assurance chômage...** » Il est urgent d'agir et d'intervenir pour que les parlementaires modifient ce projet de loi dans l'intérêt des salariés.

Le mauvais accord ANI ne doit pas devenir une loi

Des militants du Front de Gauche du Donziais interpellent le député socialiste Christian Paul dans une lettre ouverte afin que le mauvais accord ANI (accord national interprofessionnel) qui fait reculer les droits des salariés, ne soit pas légalisé par la loi (voir les Nouvelles du 18 janvier et 22 février).

« Le gouvernement et les députés de gauche ont toujours prétendu vouloir faire de la démocratie sociale une règle de conduite, ils ne peuvent donc intégrer ce texte tel quel dans la loi.

Monsieur le Député nous nous adressons à vous pour faire entendre à l'Assemblée Nationale la voix des salariés qui s'opposent à ce texte lourd de

conséquences pour leurs droits et leur avenir.

Vous avez souvent fait part de votre engagement au côté du monde du travail et de la démocratie, le mécontentement qui s'exprime dans notre pays et plus particulièrement dans notre département, déjà lourdement touché en matière de suppressions d'emplois et de précarité, doit se traduire non par les reculs prévus dans ce texte mais au contraire par de réelles avancées. Les salariés attendent des réformes et des lois qui les protègent d'une précarité grandissante. Ce texte en est à l'opposé et ne pourra qu'aggraver leur situation.

Nous serons attentifs aux débats et nous comptons sur votre appui au sein de l'Assemblée Nationale pour ne pas céder aux exigences du MEDEF... »

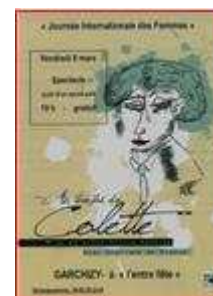


Dessin issu du tract de la CGT

Cette journée doit exprimer un refus de l'austérité et de la flexibilité ; l'exigence de réponses nouvelles pour les droits sociaux, pour l'emploi, pour l'augmentation des salaires et des pensions.

Le PCF et le Front de gauche appellent, à se joindre et à participer massivement à cette journée d'action.

mardi 5 mars, 15h
Bourse du Travail - NEVERS



Garchizy
Journée internationale des femmes
Vendredi 8 mars,
19h « l'entre fêtes »
Spectacle
« Au temps de Colette ».

Mise en scène Sylvie Pothier, avec Gratiane de Rigaud.

Autour de COLETTE, et accessible à tous, ce spectacle subtil vous fera partager une partie de son univers, « dans l'ambiance festive des cav'conc, salons et troquets... croisant Claude Debussy, Camoin, Sarah Bernard, Emma Calvé, Marcel Proust et Polaire ».

La comédienne s'accompagne au piano avec les compositeurs du temps de Colette.

À l'issue du spectacle le «sucré-salé», des échanges avec les artistes, « peut il exister une ou des "Colette" en 2013 ? »

Assemblée générale de la V.F.C.E.A. (Voie Ferrée Centre Europe Atlantique) Vendredi 15 mars, Hôtel de Ville à Luzny

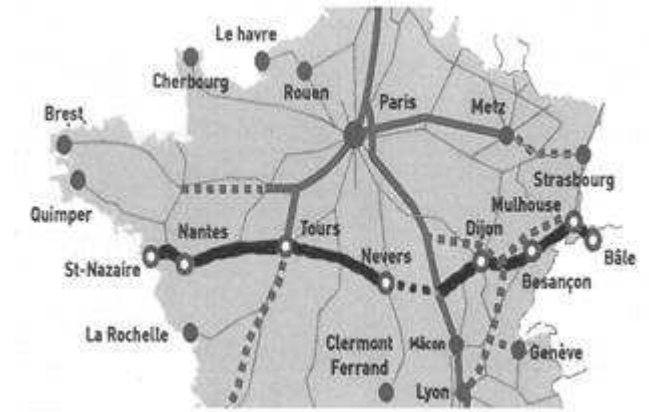
L'électrification du tronçon Nevers-Dijon permettant la concrétisation de la Voie Ferrée Centre Europe Atlantique et la reconnaissance comme corridor ferroviaire européen est au cœur d'enjeux importants.

En effet la Région et l'Etat travaillent le contenu du prochain Contrat Projet Etat Région, le gouvernement toilette le Schéma National des Infrastructures de Transport, l'Europe arrête son schéma de transport. Que devient la VFCEA dans tout cela ? Comment la faire prendre en compte ?

Le colloque organisé en novembre à Dijon confirme la pertinence de cette liaison ferroviaire, comme l'étude réalisée à la demande de la Région Centre.

De leur côté, les élus de la communauté urbaine Le Creusot Montceau avancent la perspective d'une gare nouvelle raccordant la VFCEA à la ligne TGV Paris Lyon. Cette étude sera présentée lors de notre assemblée générale par M. Jean Claude Lagrange, Président de la Communauté urbaine Le Creusot-Montceau.

A l'heure de choix importants, dans un contexte financier compliqué, la mobilisation et l'intervention du plus grand nombre sont indispensables pour faire avancer et prendre en compte à tous les niveaux ce dossier.



- 14 h 45 - accueil
- 15 h 00 - ouverture par **Jean Paul Pinaud**, président de l'Association pour la réalisation de la V.F.C.E.A.
- 15 h 15 - rapport d'activité par **André Large**, secrétaire
- 15 h 30 - rapport financier par **Jean Claude Desrayaud**, trésorier
- 15 h 45 - présentation par **Jean Claude Lagrange**, président de la Communauté urbaine Creusot-Montceau, de l'étude d'interconnexion et de gare nouvelle Le Creusot-Montceau
- 16 h 00 échange avec les participants

A l'issue de l'assemblée nous nous retrouvons autour du verre de l'amitié.

Les six fonctionnalités

- Permettre la circulation de **TGV Rhin - Rhône** d'orientation Midi- Lyon - Strasbourg (gain de temps d'une dizaine de minutes),
- Permettre la circulation de **TGV entre Lyon, Nevers, Bourges, Vierzon et Tours**, en remplacement des trains classiques (gain de temps d'environ 1 heure en attendant le TGV POCL),
- Créer **une grande transversale fret** entre l'Europe Centrale et les Ports de la façade Atlantique,
- Améliorer la transversale interrégionale **TER** reliant Dijon à Tours (circulation des trains électriques toutes les 2 heures de bout en bout),
- Créer des correspondances entre les **TER** venant de l'Ouest de la Bourgogne et de l'Est de la Région Centre et les **TGV vers Lyon** (gain de temps compris entre 20 et 30 minutes),
- Créer des correspondances entre les **TER** venant de Chalon sur Saône et les **TGV vers Paris** (gain de temps compris entre 15 et 30 minutes entre la deuxième ville de Bourgogne et la capitale).